

Compte rendu

Ouvrage recensé :

POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins, 3 : De la caisse locale au complexe financier 1945-1971* (Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1998), 480 p.

par Jean Daigle

Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 53, n° 2, 1999, p. 309-310.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/005378ar>

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins, 3 : De la caisse locale au complexe financier 1945-1971* (Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1998), 480 p.

Le troisième ouvrage de Pierre Poulin retrace les grandes lignes de l'évolution du Mouvement Desjardins qui passe d'une « organisation artisanale, vouée principalement à l'organisation du monde rural » (p. 11) à une structure professionnelle desservant une clientèle de plus en plus urbanisée. L'étude de Poulin couvre la période s'étendant de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à 1971, phase critique dans l'évolution du secteur coopératif au Québec.

En 1945, environ 75 % des caisses n'ont pas dix ans d'existence; ces dernières ont vu le jour dans la foulée du mouvement d'organisation économique mis sur pied dans le but de juguler les effets de la crise économique. La conjoncture économique favorable engendrée par la guerre se continue après la victoire des Alliés, malgré les appréhensions des dirigeants du Mouvement Desjardins. Cette ère de prospérité crée un climat de prospérité, modifie en profondeur la composition du sociétariat et occasionne une remise en question des principes et des modes de fonctionnement de la coopération.

En 1971, la promulgation d'une loi provinciale autorisant la mise sur pied de la Société d'investissement Desjardins consacre, selon Poulin, l'aboutissement d'un long cheminement vers la mise sur pied d'un complexe financier dirigé par des technocrates. Ces derniers imposent leur vision de la coopération orientée vers une approche modernisante du crédit et une rationalisation de la gestion.

La fin du Deuxième Conflit mondial favorise l'accroissement de l'urbanisation au Québec et l'avènement de la société de consommation. Ces deux phénomènes, tout en stimulant la croissance du mouvement Desjardins, ne sont pas sans causer des débats qui remettent en question certaines pratiques et des éléments de la philosophie du coopératisme. Les pratiques prudentes de placement des réserves dans les obligations d'épargne des gouvernements et le financement des immobilisations scolaires et religieuses de la Province par le mouvement coopératif sont critiqués de plus en plus par ceux qui désirent voir les caisses participer au développement économique de la société qui l'entoure. Les critiques, selon lesquelles la politique de bas de laine « ne correspond plus aux impératifs de la société moderne » (p. 277), encouragent les dirigeants à participer au développement économique en acquérant le contrôle de sociétés canadiennes-françaises.

Un autre débat qui perdure depuis les années 1930 trouve sa résolution durant la période étudiée par l'auteur. Les traditionalistes qui préconisent le

maintien d'une politique restrictive du crédit s'opposent aux réformistes qui favorisent une plus grande libéralisation du crédit à la consommation. L'évolution de la notion de crédit « productif » à celle du crédit « utile » représente une réponse à la concurrence livrée par la Confédération des syndicats nationaux qui lutte contre l'endettement des gens à faibles revenus au début des années 1960.

En troisième lieu, les gérants se heurtent aux politiques restrictives de la Fédération des caisses populaires en ce qui a trait aux prêts et à la tarification des cotisations.

L'auteur, tout en s'appuyant sur une documentation de premier ordre et sur une série d'études produites par le Mouvement Desjardins, souligne à juste titre l'ouverture de Desjardins vers l'extérieur, mais il laisse pour compte l'influence et le leadership exercés sur les coopérateurs des provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, régions sur lesquelles des études ont pourtant été publiées (Brigitte Bureau, *Un passeport vers la liberté*, 1992; Jean Daigle, *Une force qui nous appartient*, 1990).

Le décès du gérant Cyrille Vaillancourt, en 1969, donne l'occasion d'intégrer les diverses composantes assemblées au petit bonheur dans un ensemble cohérent à la suite de la loi de 1971 qui permet la mise sur pied de la Société d'investissement Desjardins. Le clivage entre les technocrates et les dirigeants élus des unions régionales illustre bien la montée d'une relève qui désire imprimer son empreinte sur l'évolution d'un secteur clé de l'économie.

*Chaire d'études acadiennes
Université de Moncton*

JEAN DAIGLE